



**PRÉFÈTE
DES ALPES-
DE-HAUTE-
PROVENCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture
Secrétariat général
Direction de la citoyenneté et de la légalité**

Aff. suivie par : Frédéric BORGETTO
Bureau des Affaires Juridiques et du Droit de l'Environnement
Tél. : 04 92 36 73 72
Mél : frederic.borgetto@alpes-de-haute-provence.gouv.fr

Digne-les-Bains, le **13 JUL. 2021**

**COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA NATURE, DES PAYSAGES ET DES SITES
FORMATION SPÉCIALISÉE DES SITES & DES PAYSAGES**

Procès-verbal du 5 juillet 2021

Le lundi 5 juillet 2021 à 14h, la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, dans sa formation Sites et Paysages (CDNPS), s'est réunie en visioconférence à la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, sous la présidence de Monsieur Denis REVEL, Sous-Préfet de l'arrondissement de Barcelonnette.

Ont participé à cette réunion :

• avec voix délibérative :

- Madame Françoise BROILLIARD, urbaniste ;
- Monsieur Romain COLIN, parc naturel régional du Verdon ;
- Monsieur Patrick ROY, association des vieilles maisons françaises ;
- Madame DE SALVE VILLEDIEU, centre régional de la propriété forestière ;
- Monsieur Michel JACOD, France nature environnement ;
- Monsieur Jean-Jacques LACHAMP, maire de Nibles ;
- Monsieur Laurent CHAIGNE, UDAP ;
- Monsieur Yannick RONZONI, paysagiste-concepteur ;
- Madame Raphaëlle VALADIER, DDT ;
- Madame VILLARUBIAS, DREAL.

• avec mandat :

- La DDETSPP a donné mandat à Monsieur le Sous-Préfet ;
- l'ONF a donné mandat à la DDT.

• sans voix délibérative :

- Monsieur Jean-Claude GAUTRON, association des vieilles maisons françaises ;
- Monsieur Thomas MOLLET, préfecture, Directeur de la Direction de la Citoyenneté et de la Légalité.
- Monsieur Frédéric BORGETTO, préfecture, BAJDE, au titre du secrétariat.

• Étaient excusés :

- Monsieur Gérard AURRIC, Maire de Valensole;

- Monsieur Gilles PAUL, maire de Bras d'Asse ;
 - Monsieur Yannick RONZONI, fédération française des paysagistes.
 - Monsieur Benoît SÉJOURNÉ, ordre des architectes ;
 - Monsieur Stéphane DEGRAEUWE, société pour la protection des paysages et l'esthétique de la France.
- Etaient invités :
- Madame Dominique OKROLGIC, maire de Saint-Pons ;
 - Madame Michèle BIZOT-GASTALDI, maire de la Palud-sur-Verdon ;
 - Monsieur Marc BONDIL, maire de Moustiers-Sainte-Marie ;
 - Madame Audrey BOUFFIÉ, communauté de communes Alpes-Provence-Verdon en tant que service instructeur ;
 - Madame Nathalie WALROFF, communauté de communes Alpes-Provence-Verdon en tant que service instructeur ;
 - Monsieur Jean-Marc ROMAN, pétitionnaire ;
 - Société micro BA MALFAIT Morgan, pétitionnaire ;
 - Monsieur André BERNARD, pétitionnaire ;
 - Monsieur Christophe MINAULT, pétitionnaire.

Le quorum étant atteint, les dossiers inscrits à l'ordre du jour peuvent être examinés.

Saint-Pons : Demande de dérogation au principe de la continuité à l'urbanisation existante au titre de la loi Montagne pour un projet de parc photovoltaïque au lieu-dit « Les Graves du Riou Bourdoux »

Ce dossier fait suite à un premier passage en CDNPS (du 20 octobre 2020) lors de laquelle un avis défavorable a été pris et des compléments paysagers demandés.

En présence de Madame le Maire de Saint-Pons, de Madame BARDIN Régine, 1ère adjointe de Saint-Pons et de Monsieur Martin FORCET (Bureau d'études EGREGA), Madame VALADIER de la DDT rapporte et conclut à un avis favorable.

Pour l'UDAP, M. Chaigne indique un avis qui reste malgré tout défavorable considérant l'impact paysager dans le site, en entrée de Barcelonnette.

Madame le Maire indique que la commune travaille depuis 2018 sur ce projet, que des efforts ont été demandés à Enercoop. Le site se verra peu. Évidemment nous sommes en zone de montagne et le projet sera visible depuis les sommets, mais peu depuis le bas de la vallée.

Suite au premier passage en CDNPS et aux demandes formulées par l'UDAP des modifications ont été réalisées et des insertions ajoutées. Il y a le cadre des prérogatives gouvernementales par rapport à la problématique du réchauffement climatique ainsi que les nécessités économiques de la vallée de l'Ubaye à trouver des voies de développement. Tout ceci doit être pris en compte.

Monsieur FORCET (Société EGREGA) précise, concernant l'implantation des panneaux sur le site Nord, que de nouveaux photomontages ont été réalisés afin de mieux lire l'insertion du projet dans le site. Concernant la topographie on est sur une courbe de niveaux oscillant entre 1100 et 1130 mètres et inclinée, les panneaux seront plus courts pour épouser au mieux la topographie ce qui améliorera l'aspect visuel. Depuis le Nord, 2 photomontages ont été réalisés depuis les hameaux des Chapeliers et de Tato. Depuis la route de Pra-loup on retrouve la vue qui est proche du plan masse. En bord de RD 900 sont prévues des plantations éparées et variées, y compris en perpendiculaire de la route en direction de Barcelonnette, qui renforceront les bosquets existants, l'objectif étant que les panneaux soient situés en retrait de plus de 25 mètres avec une bande arborée.

Monsieur LACHAMP (Maire de Nibles) évoque la mise en place de ce type de politique publique, qu'il y aura toujours nécessairement un impact sur le site. Il pense que s'il y avait une reconnaissance plus juste dans le cadre

des dotations allouées aux communes la situation serait plus confortable pour celles-ci. Il est normal que les communes soutiennent ce type de projet. Les modifications demandées par l'UDAP semblent avoir été suivies.

Monsieur JACOD (FNE) est sensible au caractère participatif de ce projet, il estime qu'il y aura peu de vues sur ce site photovoltaïque hormis depuis l'espace aérien et les sommets environnants. Au niveau du sol on devrait avoir un masque arboré assez rapidement sur le site.

Madame DE SALVE VILLEDIEU (centre régional de la propriété forestière) se pose des questions sur la nature de la haie ou le minéral aurait aussi sa place. Le peuplement forestier est peu intéressant sur ce site. Elle s'interroge sur la mise en œuvre des OLD dans cette configuration.

Monsieur FORCET (société EGREGA) dit que l'idée est, sur le secteur Nord, de maintenir la bande boisée périphérique + un projet de valorisation du sol en mettant en place une technique de réensemencement et ajout de compost pour enrichir le sol.

Sur les obligations légales de débroussaillage (OLD) : une coupe des houppiers sera nécessaire. Par rapport au risque incendie la centrale photovoltaïque est prévue pour se mettre en défaut en cas de sinistre ; les panneaux et postes électriques étant distants de 5 mètres de la clôture.

Madame DE SALVE VILLEDIEU (centre régional de la propriété forestière) rappelle l'incendie l'été dernier sur le plateau de Valensole à côté de la centrale photovoltaïque : il y a toujours un risque généré par ce type d'installation.

Monsieur CHAIGNE (UDAP) précise qu'il faudrait des compléments au niveau du permis de construire : en réalité autour d'un parc photovoltaïque « c'est la lune ». L'UDAP sera très attentif au traitement paysager de ce parc photovoltaïque.

Monsieur ROY (association des vieilles maisons françaises) ne voit pour sa part pas de grande différence entre le projet initial et ce qui nous est proposé en complément aujourd'hui.

Ce qui pose question, pour Mme BROILLIARD, est la partie Nord. Elle prend acte de l'association de la population au projet mais est très partagée sur le projet.

Monsieur le Sous-Préfet précise que concernant les obligations légales de débroussaillage ce sera effectivement vu et étudié au niveau du permis de construire. Il demande au bureau d'études (Monsieur FORCET) détailler le projet participatif.

Monsieur FORCET (société EGREGA) explique et détaille le projet porté par 3 structures (ENERCOOP, coopérative régionale en PACA, CERGY, ÉNERGIE PARTAGÉE).

Madame le Maire indique que deux réunions publiques ont été organisées sur ce projet, que celui-ci a été présenté à l'intercommunalité, des opérations de communication ont été réalisées et qu'un travail a aussi été élaboré avec l'école : il s'agit d'un projet pleinement concerté.

Monsieur CHAIGNE se pose des questions sur la fin de vie du parc, à quoi répond Monsieur FORCET qu'au-delà de la durée de vie admise de 30-35 ans, le site aura vocation à rester non boisé en zone prairiale dépossédée de ses panneaux, s'il n'est pas reconduit.

Madame le Maire indique que c'est opportun du fait d'un manque de zones de prairies en fond de vallée, le boisement s'est considérablement développé au fil du temps et de moins en moins d'agriculteurs exercent.

Monsieur CHAIGNE demande le devenir futur concernant le statut urbanistique : zone N ou strictement affectée photovoltaïque ?

Madame le Maire répond que cela restera strictement photovoltaïque.

Pour Madame VILLARUBIAS (DREAL) il faut atteindre un développement de parcs photovoltaïques raisonnable mais assurer de la réversibilité dans 30 à 40 ans ; ce type d'installation serait nettement plus opportun en toitures mais la zone est de toute façon dégradée.

Monsieur le Sous-Préfet indique que le projet coche beaucoup de cases (zone sans enjeux agricoles, à faibles enjeux de biodiversité, en proximité de zone anthropisée, en phase avec l'objectif général de développement des énergies renouvelables...). Évidemment l'impact paysager en vision lointaine est inévitable en zone de montagne pour un projet en fond de vallée, mais, pour les questions de visibilité de près le projet peut être amélioré, par la réalisation de bosquets, de haies, afin de le masquer.

Pour Monsieur JACOD (FNE) il serait plus opportun dans la formulation des prescriptions d'avoir une ambition de valoriser l'insertion du site et ses abords plutôt que de simplement « masquer la visibilité proche ».

L'UDAP (Monsieur CHAIGNE) confirme : il faut parler d'aménagements paysagers, non par le biais d'une unique barrière végétale mais par l'adjonction de talus, rochers, de haies permettant un véritable traitement paysager de l'ensemble du site en cherchant à améliorer la situation par rapport à aujourd'hui, dans un effort d'exemplarité.

Monsieur JACOD (FNE) regrette que nous ne puissions avoir des vues à projection lointaine dans le temps ; il y a toujours une ambiguïté, ce qui rend toujours les questions d'évolution discutables.

Monsieur CHAIGNE (UDAP) relève la pertinence des réunions préparatoires aux CDNPS pour ce type de projet (entre services de l'État), ce qui en l'espèce a été fait.

Pour Monsieur JACOD (FNE) ce principe pourrait être décliné avec l'ensemble des membres (comme dans les Alpes maritimes) sur les dossiers majeurs, un travail en deux commissions ayant été assez utile.

Monsieur le Sous-Préfet conclut les échanges en indiquant que cela pourrait peut-être avoir un intérêt mais qu'il fallait aussi savoir ajourner ou voter contre si un projet soumis à la commission n'est pas assez abouti ou satisfaisant.

Celui-ci propose aux membres de voter, en prenant en compte que les votes favorables seront assortis d'une prescription partagée portant sur un traitement paysager renforcé des abords immédiats.

La demande de dérogation au principe de continuité à l'urbanisation existante proposée est acceptée à la majorité, sous réserve des prescriptions concernant un aménagement paysager des abords immédiats et bordures du site (11 avis favorables et 2 abstentions).

La Palud-sur-Verdon : Demande de dérogation au principe de la continuité à l'urbanisation existante au titre de la loi Montagne pour un projet de hangar agricole de 74 m² au lieu-dit « quartier de Boulogne »

En présence de Madame le Maire de La Palud-sur-Verdon, Madame BOUFFIÉ de la CCAPV rapporte.

Il s'agit de l'extension mesurée d'un hangar existant, nécessaire à l'exploitation, les réseaux existent déjà et le bâtiment n'est pas visible depuis la route.

Sont préconisées pour cet hangar des huisseries en bois et des façades en ocre clair.

Monsieur le Sous-Préfet propose aux membres de voter.

Cette demande de dérogation au principe de continuité à l'urbanisation existante est acceptée à l'unanimité (13 voix favorables).

La Palud-sur-Verdon : Demande de dérogation au principe de la continuité à l'urbanisation existante au titre de la loi Montagne pour un projet de hangar agricole de 643,50 m² au lieu-dit « La Valdenay »

En présence de Madame le Maire de La Palud-sur-Verdon, Madame WAL de la CCAPV rapporte.

Monsieur CHAIGNE attire l'attention de la commission en indiquant que la parcelle d'assise du bâtiment frôle le site inscrit. Le bâtiment mesure 30 mètres de longueur. Pour lui le dossier n'est pas satisfaisant, il n'y a pas de traitement extérieur. L'UDAP souhaite donc des compléments même si ce hangar pourrait se faire après des précisions.

Madame VILLARUBIAS (DREAL) partage les propos de celui-ci et relève que le dossier est trop sommaire, ce qui rend une appréciation du projet impossible. Il faut revoir le dossier.

Il n'y a pas d'avis du service économie agricole de la DDT, Mme VALADIER (DDT) indique que c'est en raison d'une surcharge actuelle.

Pour Monsieur JACOD (FNE) le dossier est incomplet, pour Monsieur ROY (association des vieilles maisons françaises) il est bien trop sommaire.

Monsieur COLIN (PNRV) met en avant un enjeu d'intégration paysagère et préconise une concertation sur site.

Monsieur le Sous-Préfet propose aux membres d'ajourner ce dossier considérant l'avis partagé des membres sur l'insuffisance d'éléments permettant une appréciation réelle des enjeux.

Cette décision est prise à l'unanimité, le porteur de projet devra se rapprocher de l'Architecte des bâtiments de France, une permanence conseil se tenant notamment le 6 août 2021 à Castellane. Le projet pourra être rapidement soumis à la commission une fois le projet étayé.

Moustiers-Sainte-Marie : Demande de dérogation au principe de la continuité à l'urbanisation existante au titre de la loi Montagne pour un projet de hangar agricole ouvert à toiture photovoltaïque de 611,10 m² au lieu-dit « Arbitelle » (BERNARD André)

Le service rapporteur (PAA) est absent.

Madame VALADIER (DDT) donne cependant des éléments sur le dossier.

Monsieur André BERNARD, le porteur de projet, est présent et motive sa demande : actuellement tout son matériel est dehors, le bâtiment est vital pour l'avenir de son exploitation.

Madame VALADIER précise que sur les 600 m² de surface envisagée, seuls 500 m² sont destinés à être occupés. Monsieur BERNARD indique qu'une surface minimale de 600 m² est exigée par la société photovoltaïque pour la faisabilité de l'opération.

L'UDAP (Laurent CHAIGNE) et la DREAL (Madame VILLARUBIAS) indiquent qu'il faut un travail plus qualitatif sur l'insertion du bâtiment, qu'il n'y a pas la possibilité d'apprécier l'intégration paysagère et que le dossier donne l'impression que cela n'a pas été travaillé.

Monsieur COLIN (Parc naturel régional du Verdon) estime pour sa part que l'implantation dans le site paraît acceptable étant donnée la parcelle.

Monsieur CHAIGNE (UDAP) reprends la parole et explique que pour un passage en CDNPS il est nécessaire de présenter un projet plus abouti, il y a effectivement sur le plateau une vague de construction de hangars de ce type qui change le paysage : il faut des éléments plus fournis sur les toitures, le bardage, l'implantation.

La DDT indique que les délais d'instruction du permis imposent un vote dès cette commission.

M. CHAIGNE propose à Monsieur BERNARD un rendez-vous sur site le 6 août afin de retravailler le projet et permettre à l'exploitant de rapidement voir son projet repasser en CDNPS en qualifiant mieux son insertion paysagère.

Monsieur le Sous-Préfet propose donc aux membres de voter.

Cette demande de dérogation au principe de continuité à l'urbanisation existante est rejetée à la majorité (7 voix défavorables, 4 abstentions, 2 voix favorables).

Moustiers-Sainte-Marie : Demande de dérogation au principe de la continuité à l'urbanisation existante au titre de la loi Montagne pour un projet de hangar agricole ouvert à toiture photovoltaïque de 737,60 m² au lieu-dit « Arbitelle » (MINAULT Christophe)

Le service rapporteur (PAA) est absent.

Madame VALADIER (DDT) donne cependant des éléments sur le dossier.

Le dossier pour un hangar aux dimensions très importantes est considéré lacunaire et ne donne aucun élément concernant son intégration dans le paysage, sans démonstration de sa nécessité.

Les membres de la commission qui s'expriment estiment que le projet ne peut être accepté sur une base aussi faible considérant son importance.

La DDT indique que les délais d'instruction du permis imposent un vote dès cette commission.

Monsieur le Sous-Préfet propose aux membres de voter.

Cette demande de dérogation au principe de continuité à l'urbanisation existante est rejetée à la majorité (7 voix défavorables, 4 abstentions, 2 voix favorables).

Monsieur le Sous-Préfet remercie les membres et lève la séance à 17h30.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Sous-Préfet de Barcelonnette



Denis REVEL